

Négatif

Bulletin irrégulier – juin 2009 – n°11

Une si douce tyrannie

La liberté, c'est la liberté de dire que deux et deux font quatre.

George Orwell

1 Le gouvernement par la peur

La *Terreur* est une création de la Révolution française. Elle devient une forme légale de gouvernement en septembre 1793 et elle est soutenue par le mouvement populaire, les sans-culottes et les enrégés. Initialement, elle était destinée à faire accepter par la force les mesures révolutionnaires. La bourgeoisie n'a eu de cesse, par la suite, une fois installée au pouvoir, de faire oublier la période de la *Terreur*, notamment parce que les révolutionnaires de 1793 ont su à cette époque prendre en considération la question sociale et en faire un problème politique central. Il n'empêche qu'elle sait à l'occasion utiliser cet instrument politique dans un but contre-révolutionnaire, pour imposer ou conforter son pouvoir.

Aujourd'hui l'exercice de la *Terreur*, la politique anti-terroriste, dissuade tous ceux qui voudraient s'insurger pratiquement contre l'ordre du monde de passer à l'action.

2 Un état d'exception qui ne dit pas son nom

La France a donc eu son petit 11 septembre 2001 : ce fut, le 11 novembre 2008, l'arrestation de présumés terroristes appartenant à une mouvance anarcho-autonome imaginaire qui relève de la pure invention politique et qui permet à l'État de justifier sa propre violence et l'intensification de la répression.

Derrière le grotesque de la situation, il y a une triste réalité, celle du rétablissement du délit d'opinion dans l'indifférence quasi générale, l'accusation à partir de simples apparences ou de supputations abracadabrantes. Nous allons sans même nous en apercevoir vers une remise en cause de la « *légalité démocratique* » et l'institution d'un ordre nouveau invisible ou non repérable parce qu'il reste anonyme et innommé. Tant et si bien que la fiction, le prétendu danger d'un terrorisme d'ultragauche (les anarchistes ça eut payé mais ça ne paye plus il faut croire), devient un événement, et la réalité, la répression d'État, une invention pour les fous.

Ce qui a réellement de l'importance est tu et enfoui, recouvert par les contrevérités bureaucratiques et les banalités journalistiques.

3 Un État policier diffus

Aujourd'hui, les sans-papiers font l'objet d'une répression implacable qui n'a rien à envier à celle que pourrait pratiquer n'importe quel État policier : conditions de détention inhumaines, humiliations en tout genre, mauvais traitements, arbitraire judiciaire, persécutions et traques continues...

Cette méthode de gestion politique s'applique aussi en partie depuis longtemps aux « *classes dangereuses* » des quartiers

populaires où la violence d'État a librement cours.

Demain, tous ceux qui seront tentés de sortir des rangs pour inscrire la lutte politique en dehors du cadre de la légalité pseudo-démocratique seront accusés de terrorisme.

4 À ne pas dire

La bourgeoisie a la mémoire courte. Pour arriver au pouvoir, elle n'a pas seulement mis fin à l'Ancien Régime en s'appuyant sur un mouvement populaire ; elle a aussi, transgression suprême, guillotiné un roi. Elle a en outre pris la tête de mouvements insurrectionnels en 1830 et en 1848 et noyé dans le sang la *Révolution de juin* 1848 et la *Commune de Paris* pour imposer définitivement ses valeurs et ses conceptions sociales et politiques. Mais elle prétend maintenant que son règne est l'aboutissement de toute l'histoire et par conséquent sa suppression. Une fois consacrée, la bourgeoisie fait à son tour comme si elle avait pour elle l'éternité. C'est un beau coup, mais les meilleurs coups n'abolissent pas le hasard. Ni même parfois l'histoire en train de se faire...

5 La guerre pour la fin du temps

Dans son roman *1984*, G. Orwell imagine un État totalitaire qui justifie la répression et la *Terreur* infinie par la présence lointaine d'un ennemi indéfini et, pour tout dire, improbable.

La notion de terrorisme devient tellement vague qu'elle pourrait s'appliquer à n'importe qui et à tout le monde. Mais il est vrai que les conceptions paranoïaques du monde nourrissent une fausse conscience qui alimente toutes les peurs, à commencer par la peur de l'Autre, ici la figure sociale imaginaire de l'« anarcho-autonome », et nourrit l'état d'esprit policier. C'est ainsi que la séparation sociale peut régner et la servitude volontaire perdurer.

*La démocratie, c'est l'ordre
La liberté, c'est la sécurité...*

... comme dans le rationalisme le plus morbide.

À force de simulacres et de simulations, nous vivons dans un monde qui n'a plus de contenu excepté le vide immense que nous ressentons occasionnellement. Nous ne pouvons plus nous accrocher à quelque chose de tangible, si ce n'est à la certitude d'une immense farce grotesque et tragique tout à la fois.

Je pense donc je sais que tout est faux sauf ce que l'on tait.

6 Dans le pays le plus libre du monde

À quoi ressembleront nos existences dans un monde où nous accepterons que le mensonge devienne un état permanent, où la fiction ne renverra plus qu'à une suite d'abstractions conduisant à des mensonges qui viendront à leur tour justifier la violence d'État ? Nous entrons maintenant tout à fait dans le désert immense des apparences d'où le réel est banni.

L'ordre juste nous rendra libres comme des animaux qui ont oublié leur chaîne autour du cou.

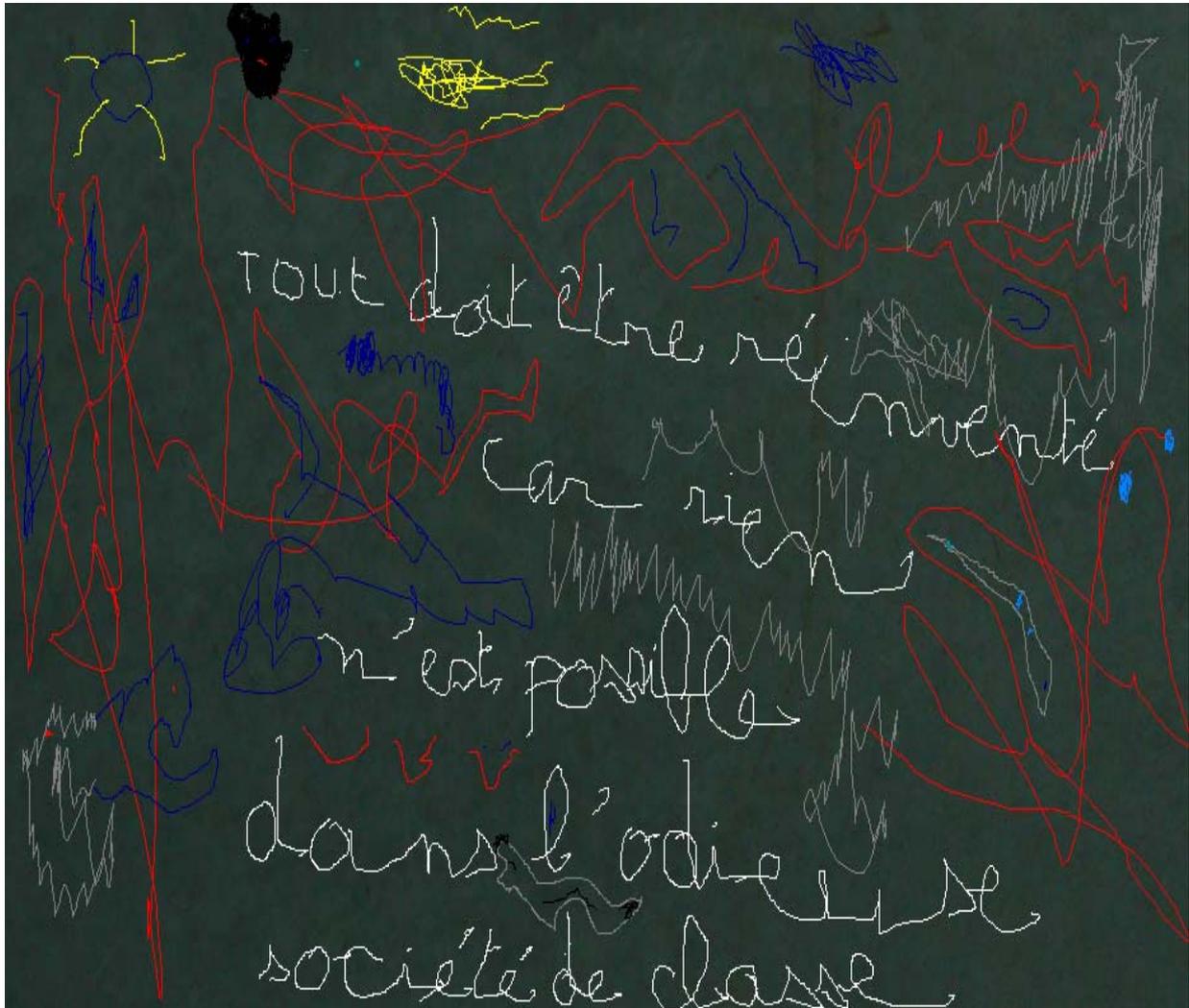
7 Les trônes dans nos têtes

Comme des paralytiques, nous devons à présent attendre au pied du temple de la Loi quelque improbable changement, un petit mieux, pendant que quelques hommes gouverneront dans l'intérêt d'une minorité. Pourtant ce que des hommes ont fait, d'autres peuvent bien le défaire. C'est un secret de Polichinelle mais il est tellement bien gardé que personne n'ose vraiment envisager l'hypothèse révolutionnaire et donc la transgression des valeurs politiques et morales dominantes.

En d'autres temps, des hommes libres, dans ce pays même, ont pu écrire que quand le gouvernement oppresse le peuple, *le droit le plus indispensable et le devoir le plus sacré est pour le peuple et pour chaque partie du peuple, la résistance, la désobéissance – l'Insurrection.*

Si des hommes n'avaient pas un jour choisi de remettre en cause la loi et de s'insurger, nous serions tous à l'heure qu'il est en train de manger des glands.

Il nous reste à renverser les trônes dans nos têtes. Ou alors nous demeurerons toujours sur le pas des portes grandes ouvertes de la Révolution.■



L'imposture des masques

Identité, diversité : la contre-révolution culturelle

La victoire de la droite au-delà des élections : le réarmement idéologique

La victoire actuellement écrasante de la droite n'est pas seulement et essentiellement électoraliste – elle est avant

tout affaire d'hégémonie politique et culturelle. Elle est due à la déstabilisation du salariat, mais aussi à un profond toilettage idéologique. C'est très largement en s'inspirant du travail de ce qu'on a appelé la *Nouvelle droite*, la vieille extrême droite

française qui a fait peau neuve, que la *droite décomplexée* a opéré sa mue idéologique.

Après la guerre d'Algérie, l'extrême droite est défaite. C'est à une réflexion sur la façon de reconquérir les esprits qu'elle s'attelle dans les années 1970 avec la constitution de groupes comme le *Club de l'Horloge* ou le *GRECE* (Groupe de recherche sur la culture européenne) en n'hésitant pas à reprendre à son compte et en les détournant des idées de gauche voire d'extrême gauche. Le discours de Sarkozy sur l'identité nationale, sur la France qui doit en finir avec la repentance coloniale, ses citations de Jean Jaurès ou du philosophe marxiste italien Antonio Gramsci vont dans ce sens. La défense actuelle de la diversité culturelle, les analyses culturalistes, l'abandon de l'universalisme républicain abstrait au profit d'un relativisme culturel qui l'est tout autant et qui nourrit toutes les séparations sociales en même tant qu'il favorise les pires formes de clientélisme politique, est typique d'une nouvelle façon de masquer en France la question sociale qui, de fait, n'apparaît plus que comme question culturelle.

Le culturalisme différentialiste fige les individus dans des identités imposées par les pouvoirs politiques, inventées ou instrumentalisées par le capitalisme qui se sert de ces fantasmes identitaires pour segmenter le marché. N'a-t-on pas aujourd'hui des marchandises destinées aux Africains, aux homosexuels, aux Arabes, etc. ? Les replis communautaires auxquels nous assistons sont liés à l'effacement des autres formes d'appartenance sociale, l'appartenance de classe notamment. L'homme a en effet peur du vide, surtout à une époque où nous sommes confrontés à la survie au sens fort du terme : trouver un travail pour subsister, se loger et nourrir sa famille. Mais ceci n'enlève pas le sentiment de vacuité et de détresse face à l'incertitude de la guerre de tous contre tous qui est bien la marque de l'état de terreur dans lequel nous plonge en permanence le capitalisme globalisé.

Cette façon typiquement droitière de penser s'est vite imposée à la gauche

institutionnelle qui y a vu un moyen de contourner la question sociale. On se souvient qu'au début des années 1980, une partie de la jeunesse des quartiers populaires descendait dans la rue sur une base clairement politique : la fin du racisme et l'égalité sociale effective pour tous. La contestation monta pour déboucher sur la marche des « beurs ». Très vite la gauche au pouvoir créa *SOS racisme* pour encadrer le mouvement et organisa des fêtes de « soutien ». Le pouvoir de gauche avait en effet une stratégie claire reposant sur la dépolitisation de la question sociale par sa transformation en simple problème culturel. On reconnaît là *l'indignation humanitaire* paternaliste, moralisante et bien peu politique de la gauche qui n'est qu'une transposition dans un autre contexte historique de l'universalisme abstrait de l'époque de l'affaire Dreyfus. Car le penchant de la gauche parlementaire pour les discours abstraits coupés de la réalité sociale et qui visent à enfouir ce qui a réellement de l'importance, la question économique et le devenir social, ne date pas d'hier. Le ralliement à la république du centre, c'est-à-dire des propriétaires, la Troisième République, la « meilleure des républiques », celle qui divise le moins les Français comme le dira Adolphe Thiers, le boucher de la *Commune*, date de l'Affaire Dreyfus. À la fin du XIXe siècle, comme le fait remarquer justement Louis Janover, les socialistes de parti ont tendance à s'en tenir à la défense d'un universalisme très abstrait et à délaisser la question sociale. La mise en avant de la justice et les incantations sur la nécessaire amélioration de la condition de la classe laborieuse et autres « blablas » philanthropiques en sont un exemple¹.

¹ Louis Janover. *La Démocratie comme science fiction de la politique*, Arles : 2007, Éditions Sulliver. Cet universalisme abstrait comme évitement de la question sociale ou simplement du conflit peut encore servir. À la fin des grèves de 2003 à propos de la réforme des retraites, on a vu resurgir fort opportunément l'affaire du voile dans un établissement scolaire de Seine-Saint-Denis. Cette « affaire » a fait aussitôt les gorges chaudes des médias. Ces derniers ont eu tôt fait d'évacuer la question sociale au profit de la défense de la laïcité,

La dépolitisation des questions sociales essentielles, à commencer par l'économie (que produit-on, comment, pourquoi et à quel coût écologique et humain), leur naturalisation en tant que principe de réalité incontournable contre lequel on ne peut rien, remarquable si on considère que la délinquance (les comportements déviants comme disent les experts autorisés de la chose) est en passe de devenir une maladie mentale, encore une façon très « nouvelle droite » de nier les conséquences sociales engendrées par le système, a accompagné des politiques de régression sociale menées de façon systématique par la gauche et par la droite depuis les années 1980.

Cette tendance à traiter la question sociale comme un problème culturel, sa gestion identitaire, s'impose maintenant sur la scène politique et joue un rôle intégrateur de plus en plus important dans l'espace politique dominant. L'instrumentalisation politique de l'identité sert toutes les séparations sociales ainsi que leur approfondissement.

Reconnaissance des identités ou égalité sociale ?

La constitution d'un groupe comme les *Indigènes de la République* est assez caractéristique de la pénétration politique des conceptions de type communautariste. Le livre de Sadri Khiari, *Pour une politique de la racaille*, analyse de façon systématique la question sociale comme fait culturel. Il écrit par exemple :

« Ce n'est pas parce que le système est capitaliste que les indigènes sont plus exploités que

qui renvoie à ce même universalisme abstrait et constitue un élément déterminant de l'idéologie de la « république du centre ». Cette question du voile en période de conflit social a divisé les enseignants engagés dans les luttes et aussi opposé des militants qui sont tombés dans le panneau, ou plutôt ont sauté à pieds joints dans ce qui aura été une sortie de crise honorable pour le pouvoir...

d'autres, c'est parce qu'ils sont indigènes qu'ils sont surexploités »².

Le terme « indigène » est en lui-même très critiquable parce que, contrairement à ce que l'auteur affirme, l'État républicain, dans sa logique dominatrice propre à notre époque, ne reconnaît que des individus qui sont des citoyens français et d'autres qui ne le sont pas. La forme que prend aujourd'hui la domination n'est pas réductible à l'oppression coloniale, pas seulement en tout cas. Ensuite, c'est une façon de reprendre les catégories du « champ politique des blancs » pour parler comme l'auteur, alors même qu'il appelle au développement d'un espace politique « non blanc ». Cette façon de voir les immigrés en général est gênante parce qu'elle s'inscrit dans la même logique totalisante que ceux qui défendent une conception essentialiste et raciste dans les rapports à l'autre : les Noirs, les Arabes, les Européens. Par ailleurs, quoiqu'en disent les *Indigènes de la République*, les sans-papiers qui luttent pour leur régularisation ont plus en commun avec des lycéens luttant contre le *Contrat de première embauche* (CPE) qu'avec des flics « issus de la diversité » qui n'hésitent pas à les réprimer sans se soucier de la couleur de leur peau. Khiari ne semble pas voir que le racisme est une construction sociale qui est liée à la perception de soi et des autres. On pourrait par ailleurs répondre tout aussi bien à l'auteur que ce n'est pas une « culture indigène » qui est exploitée, mais une main d'œuvre immigrée bon marché. Le racisme s'inscrit bien dans le système de production et d'échange capitaliste qui hiérarchise et distribue le pouvoir et les places de façon inégalitaire : il est une composante du système. On ne pourra pas supprimer le racisme sans repenser les relations humaines en dehors du système actuel d'exploitation de l'homme par l'homme.

Sadri Khiari parle d'un « *champ politique blanc* » sans d'ailleurs être très explicite sur ce qu'il faut entendre par là. En

² *Pour une politique de la racaille (immigrés, indigènes et jeunes de banlieue)*, textuel, 2006, p. 106.

tout cas il ne dit rien sur ce que pourrait être un « champ politique indigène » tout court parce qu'il est impossible de le concevoir sur une base identitaire. Toute communauté instituée à partir de l'identité est en même temps exclusive. Il y a le beau roman de Toni Morrison, *Paradis*, qui en dit plus là-dessus que beaucoup d'études ethnologiques ou sociologiques. Dans l'Oklahoma, au milieu de nulle part, une communauté de noirs affranchis crée une ville nouvelle, un paradis duquel les blancs ont été chassés. Mais bientôt la télévision, l'alcool et la musique sont exclus. Et puis on en vient à se méfier des métis et les hommes imposent leurs lois aux femmes. Cinq d'entre elles sont accusées de sorcellerie et exécutées. Incapables d'échapper au racisme et au sectarisme, comme si coupés du « monde des blancs » celui-ci finissait pourtant toujours par les rattraper, des hommes massacrent ces femmes parce qu'elles sont étrangères et, de ce fait, considérées comme ennemies de la communauté.

On pourrait concevoir une communauté d'Égaux comme espace public oppositionnel, mais elle serait alors une communauté vide de toute référence à une identité figée et donnée une fois pour toute, ouverte et en construction permanente. Plutôt qu'une communauté particulière, elle serait une communauté faite de singularités quelconques, réunissant des individus acquis à l'idée de la nécessité de renverser toutes les valeurs dominantes : le travail aliéné, le productivisme, la distribution inégalitaire du pouvoir, les rapports sociaux de domination d'ordre sexuel, racial ou autre. Ce qui nous manque c'est une reconnaissance réciproque à la base, y compris avec nos différences, et pas une reconnaissance de l'État.

Sadri Khiari a raison de souligner que les émeutes qui ont touché certaines banlieues françaises pendant l'automne 2005 ont donné lieu à une gestion communautaire, sinon post-coloniale, d'un problème politique et social. Mais en plaçant le combat politique sur le terrain où l'État l'attend, il prend le risque d'être récupéré par un système qui n'en finit pas de se nourrir des identités soit pour ouvrir de nouveaux

espaces à la société spectaculaire marchande, soit pour entretenir ou renforcer les séparations sociales. Et quand il revendique le vieux nationalisme tiers-mondiste comme héritage, il fait comme si les luttes de libération nationale n'avaient pas débouché un peu partout sur de nouvelles formes d'oppression. Car pour avoir changé d'aspect, les tyrannies n'en restent pas moins répugnantes.

Mais il y a encore autre chose. Les garants du système capitaliste pourraient accepter totalement le respect de la diversité culturelle sans que cela ait la moindre conséquence sur la question sociale ou implique une remise en cause de l'édifice. En fait, la diversité concerne toujours les mêmes classes sociales, les classes moyennes supérieures et la bourgeoisie, les classes populaires étant tenues à l'écart. Et quand elles sont concernées, c'est pour faire des exemples et entretenir l'illusion en élevant la représentation des « minorités visibles », pour parler comme le pouvoir, sinon tous les pouvoirs maintenant, au rang de véritable idéologie. Une croyance vient ici entretenir la confusion et la fausse conscience : l'idée que toutes les cultures se valent, qu'elles sont par essence égales. Une société qui serait « multiculturelle » ne saurait donc être hiérarchisée. De ce point de vue, un monde divisé en cultures ne pourrait pas se concevoir comme inégal si les cultures étaient équitablement représentées dans leur diversité. On voit bien ici le rôle idéologique que joue le culturalisme parce que si tel était le cas, le monde n'en continuerait pas moins d'être inégalitaire. Mieux : il le serait de plus en plus parce que la gestion capitaliste de l'identité viendrait légitimer les inégalités. C'est le principe ultraréactionnaire qui prétend que ceux qui restent pauvres n'ont rien fait pour sortir de la misère sociale et culturelle. Au fond, c'est ce qui se cache derrière le concept d'égalité des chances qui finit par effacer totalement l'idée d'égalité sociale ou d'égalitarisme, principe anticapitaliste s'il en est.

Sous la braise et sous la cendre : le rêve de libération dans les consciences entrouvertes

En Patagonie, Benetton a racheté les terres des Indiens Mapuches pour y pratiquer l'élevage du mouton. On trouve en effet dans cette région la meilleure laine du monde. Les Indiens sont salariés par Benetton et travaillent pour une misère. Pourtant, pour bien montrer que Benetton respecte toutes les cultures, la multinationale n'a pas tardé à consacrer une partie de ses fonds à la création d'un musée de la Patagonie. On devine déjà sans trop d'efforts ce qui arriverait si les Indiens Mapuches, au nom de la justice sociale, venaient à brûler le musée et à s'emparer des terres pour se les approprier. Benetton qui respecte la diversité culturelle pour mieux continuer à exploiter les hommes ferait appel à l'armée au nom de la défense de la Loi sacrée de la propriété privée.

La grève générale qui a pris la forme d'un véritable soulèvement populaire en Guadeloupe et en Martinique vient nous rappeler la centralité de la question sociale dans les sociétés capitalistes avancées. Si l'on regarde la plateforme du LKP, le collectif qui a mené la lutte en Guadeloupe, on s'aperçoit qu'elle n'a rien de révolutionnaire. Il s'agit d'un programme de réformes qui ne met nullement en cause les principes du capitalisme, mais seulement sa logique actuelle, c'est-à-dire son caractère totalitaire, sa tendance à faire du monde entier sa chasse gardée. Le collectif cherche à remettre l'économie à sa place, à encadrer la logique capitaliste.

La plateforme du LKP se décline en 10 points qui vont des conditions de vie à des revendications d'ordre culturel en passant par les services publics, le logement, l'éducation, des mesures visant à limiter la « pwofitasyon », autrement dit l'enrichissement. Mais les revendications de type culturel ne figurent qu'en neuvième position. On le sait, c'est sur l'augmentation de 200 euros sur les petits salaires que le bras de fer s'est engagé entre le patronat et l'État d'une part, le LKP d'autre part. C'est donc

bien à un retour de la question sociale que nous avons assisté et non à la montée de demandes identitaires, même si elles existent bien tant la perpétuation de l'ordre colonial est évidente aux Antilles. Car la Guadeloupe est mise en coupe réglée par une poignée d'accapareurs qui sont souvent les descendants des propriétaires d'esclaves : 1% de la population possède 40% de l'économie. Mais le conflit n'oppose pas les Noirs ou les métis aux Blancs, mais bien ceux qui n'ont rien aux possédants.

Pour tenter d'éluder le fond du problème, l'État a mis en avant la question de l'autonomie, l'indépendance, en portant le débat sur le terrain de l'identité. Mais rien n'y a fait étant donné que l'enrichissement de quelques-uns par l'exploitation intégrale du peuple condamné à la survie la plus totale reste une réalité tenace, tangible et vérifiable. Ici la domination a un ou des visages facilement identifiables, ce qui n'a s'en doute pas compté qu'un peu dans l'ampleur du mouvement de révolte. De ce point de vue, la lutte du peuple guadeloupéen est exemplaire parce qu'il a su s'organiser pour contester le système d'exploitation qui, avant d'être racial, n'en déplaît aux tenants du culturalisme, est bien capitaliste.

Les gangsters et autres spécialistes en razzias planétaires prétendent maintenant que les membres du LKP seraient racistes parce qu'ils entendent accorder la préférence à l'embauche aux Guadeloupéens. On pourrait faire remarquer que 30 à 40% des jeunes guadeloupéens sont au chômage. Et surtout, un État qui organise tous les jours de l'année la chasse aux immigrés et qui abrite un ministère de l'identité nationale n'a pas de leçons à donner en matière de racisme. Le LKP demande en tous cas dans sa plateforme qu'il soit mis fin aux abominations à l'encontre des travailleurs étrangers, point qui pourrait être repris en métropole, comme bien des points d'ailleurs figurant dans ce programme tant l'exploitation et la domination nous condamnent à l'innommable.

Parmi les composantes du LKP figure l'UGTG. Créée en 1973, la centrale

syndicale énonce dans ses conceptions et orientations :

L'Union Générale des Travailleurs de Guadeloupe est une centrale syndicale regroupant les travailleurs de Guadeloupe, sans distinction de race, d'opinion publique, philosophique, religieuse, unis par la volonté de défendre leurs intérêts matériels et moraux.

Et encore :

L'UGTG est une organisation de Classe et de masse convaincue de la nécessité de transformer les rapports sociaux aux fins d'une société plus juste, assurant à chaque homme son droit au Travail, à la santé, à l'éducation, à la culture, à la vie.

Les analyses de l'UGTG pourraient être reprises presque mot pour mot pour qualifier notre quotidien. La centrale, à sa création, remarque que l'échec des tentatives des travailleurs pour la dignité « réside dans le fait que les travailleurs ont été trahis par les dirigeants des centrales syndicales. Les directions de ces centrales syndicales collaborent avec les capitalistes, les propriétaires fonciers et l'État capitaliste contre les travailleurs. »

Évidemment toute comparaison avec la situation en métropole ne pourrait être le fait que d'un cerveau malade tout juste bon pour l'internement. Il est vrai que pas une fois les bureaucraties syndicales n'ont failli contre l'État et les capitalistes. Une fois non, des centaines de fois plus sûrement. Et d'ailleurs leur silence sur la révolte aux Antilles en dit plus long que n'importe quel réquisitoire à l'heure où la seule arme à opposer au malheur permanent est la grève générale sans condition. Quand il se passe quelque chose plutôt que rien, les bureaucrates font la seule chose qu'ils sachent faire : les morts. Et quand il ne se passe rien, ils courent comme la volaille à qui on a coupé la tête pour faire croire qu'ils sont en vie.

Mais la plateforme du LKP s'en tient au réformisme, à une limitation des effets dévastateurs du capitalisme, comme si nos vies ne valaient pas plus qu'un aménagement de la misère, un peu de chaleur au fond du trou. L'égalité sociale ne suffit pas, il faut encore la dignité humaine. Or cette dignité, nous ne la conquerrons que si nous sortons

de la société marchande qui rabaisse l'homme au rang de misérable objet.

C'est tout l'intérêt du texte signé par une dizaine d'écrivains et intellectuels antillais intitulé *Manifeste pour les « produits » de haute nécessité*³. Dénonçant un système d'exploitation de l'homme par l'homme tendant vers la déshumanisation complète, le manifeste condamne un monde entièrement prosaïque où tout tient dans un code barre qui exclut ce qui ne saurait se réduire à la valeur marchande : la poésie et les créations authentiquement humaines. Ils appellent à rompre avec une religion, la marchandise, qui ne mine pas seulement notre propre humanité mais aussi notre avenir : la Terre, cette part extérieure de nous-mêmes qui nous est indispensable à moins d'être dénaturés complètement. Or le ressaisissement de notre humanité passe par la généralisation de la gratuité contre la croissance sans fin qui s'accompagne de la production d'une domination monstrueuse aux allures de Golem anonyme.

La seule vraie solution à la question sociale, c'est la révolution. Mais laquelle ?

Plutôt que de courir après le pire des cauchemars possibles, celui de notre destruction, nous pouvons encore, la conscience entrouverte, renouer avec le rêve sans âge de libération dans le battement de l'instant, comme le prouve le soulèvement populaire aux Antilles.

Le manifeste antillais réactualise dans le présent l'idée de *Révolution* en lui redonnant une signification anthropologique. Il n'y aura en effet pas de rupture radicale avec l'ordre capitaliste sans révolution dans la façon de comprendre notre humanité, de concevoir nos relations entre nous les hommes et nos relations avec la Terre. Alors nous pourrions déposséder de leur pouvoir

³ Voir par exemple le texte du manifeste des neuf intellectuels antillais sur le site de *Rue 89* : <http://www.rue89.com/2009/02/16/le-manifeste-des-neuf-intellectuels-antillais>

tous les maîtres et leurs stipendiés petits et grands qui prétendent faire tenir notre passé,

notre présent et notre avenir entre leurs mains sales.■



Les larmes amères du Saint-Capital devant une croyante en proie au doute

Les veines ouvertes de la littérature

*Car dans la République d'où je viens, les hommes n'ont plus d'yeux et ils n'ont plus de langue. Ils disent oui à tout. Ils applaudissent à tout. Ils lèchent et ils caressent.*⁴

Parmi les chemins qui peuvent conduire à une prise de conscience politique en tant que remise en cause des conditions présentes d'existence, la littérature tient assurément une place de choix. Ces chemins sont secrets et purement personnels. Les gros sabots d'une littérature par trop

démonstrative ne permettent pas forcément de les arpenter.

Mais il y a dans l'acte d'écrire l'expression d'un rapport problématique sinon douloureux au monde, dont les meilleurs auteurs, directement ou de façon détournée, ont fait la substance de leur œuvre. De plus, nombre d'entre eux se sont impliqués dans les débats de leurs époques respectives, et encore assez récemment. C'était notamment vrai dans la France de l'après-guerre, où quelques voix puissantes se faisaient encore entendre et avaient le mérite, même si ce n'était pas toujours pour le meilleur,

⁴ Lydie Salvayre, *Contre*, Paris, Verticales, 2002.

d'alimenter le débat. Cela a été beaucoup moins vrai par la suite, et la littérature française a eu tendance, encore plus dans les années quatre-vingt et quatre-vingt-dix, à se replier sur la sphère privée. Les raisons de ce phénomène sont diverses, et sont largement en rapport avec l'évolution politique générale. Toutefois les littératures d'autres pays, comme les pays anglo-saxons, concernés plus tôt par la même évolution politique, ont été beaucoup moins touchées. Rares ont été en France les auteurs qui, à travers leurs livres mais aussi par des prises de position publiques -mais existe-t-il encore une place publique autre que l'espace spectaculaire médiatique?- à porter un jugement sans concessions sur l'évolution du monde et sur la place qui était désormais dévolue aux hommes. Aussi n'est-il pas désagréable de constater que, depuis peu, quelques écrivains ont choisi de briser le silence, tant la régression sociale et culturelle, conséquence inévitable de la politique menée par les classes dominantes, prend des proportions catastrophiques. Cela est apparu à travers certaines œuvres vers la fin des années quatre-vingt-dix, et depuis peu quelques prises de positions publiques sont peut-être le signe d'un changement.

La première concerne l'aspect le plus immédiatement alarmant, à savoir le renforcement du caractère policier de l'État. Elle est le fait de la romancière Anne-Marie Garat qui, au début du mois de décembre 2008, faisait paraître un texte courageux intitulé : *Le fond de l'air est brun*⁵. L'auteur n'hésitait pas à commencer par des considérations sur le glissement de l'Allemagne vers la dictature en 1933. Citant maints exemples de dérives récentes (« *Sommes-nous en état de siège ? À quand l'armée en ville ?* »), elle s'inquiétait de l'établissement progressif d'un « *état de droite. Extrême* » et de l'absence de réaction d'une population qui semble prête à tout accepter : « *Cela rampe, s'insinue et s'impose, cela s'installe : ma foi, jour après jour, cela devient tout naturel. Normal : c'est, d'ores et déjà le lot quotidien d'une France défigurée,*

⁵ Télérama.fr, 02 décembre 2008.

demain matin effarée de sa nudité, livrée aux menées d'une dictature qui ne dit pas son nom. »⁶ Il ne s'agit sans doute pas pour Anne-Marie Garat de simplement superposer deux époques distantes de trois quarts de siècle, mais de mettre en garde contre une apathie qui fait le lit du néo-totalitarisme. Cette apathie-là n'est-elle pas déjà la conséquence de l'extrême violence de la domination dans son offensive de reconquête et du dispositif qui l'accompagne : surveillance généralisée, uniformisation forcée des comportements, attaques biaisées, rabâchage de slogans par voie médiatique, publicitaire, scolaire, dans la rue, dans les transports publics ? L'auteur décrit le passage à cette *dictature qui ne dit pas son nom* comme un processus d'autant plus inquiétant que plus insidieux et par là même plus solide si la passivité perdure. Anne-Marie Garat n'est pas la seule à avoir fait ces derniers temps le rapprochement avec les années trente. Ce n'est pas par une déclaration publique mais dans son dernier roman, *Ritournelles de la faim*, que J.M.G. Le Clézio, de manière très malicieuse, rapporte le dialogue fictif entre deux personnages de ces années-là : un certain Chemin, qui ne cache pas son admiration pour l'Allemagne hitlérienne, et la femme d'un général :

Chemin - *En attendant, il emploie des termes que Blum n'a jamais osé dire à ses électeurs, il leur parle du progrès, de l'honneur du travail qu'il leur a rendu, vous imaginez un homme politique qui dirait cela chez nous !*

⁶ Il y a trente cinq ans, l'écrivain allemand Peter Schneider, dans son roman intitulé *...te voilà un ennemi de la constitution* (Paris, Flammarion, 1976), situé dans le contexte particulier de l'Allemagne de la première moitié des années soixante-dix, analysait certains aspects de la constitution allemande placés selon lui dans la continuité de celle du Troisième Reich. Le personnage principal et narrateur, qui s'était vu notifier une interdiction professionnelle pour certaines prises de position, faisait le constat suivant, très proche de celui d'Anne-Marie Garat : « *Je suis effrayé de voir comment les hommes s'habituent aux atteintes qui touchent profondément leur liberté. Après coup, on raconte qu'il s'était produit des modifications silencieuses, imperceptibles, et soudain l'on avait compris que c'était trop tard* (p.124).

La Générale - *Et pour cause. Il leur demande de travailler moins pour gagner plus ! [...]*⁷

Quelques mois plus tard, il est significatif que ce soit la révolte de la population guadeloupéenne contre des conditions de vie toujours plus dures qui ait conduit une dizaine d'écrivains à rédiger, à la mi-février 2009, un *Manifeste pour les « produits » de haute nécessité : Martinique, Guadeloupe, Guyane, Réunion*.⁸ Détournant à travers l'expression « produits de haute nécessité » celle, plus banale, de « produits de première nécessité » concernant la survie immédiate, ils ont voulu réaffirmer ce qui à leurs yeux constitue l'enjeu véritable de la vie humaine dans ce qu'elle a de singulier et d'irremplaçable: « [...] derrière le prosaïque du « pouvoir d'achat » ou du « panier de la ménagère », se profile l'essentiel qui nous manque et qui donne du sens à l'existence, à savoir : le poétique ». Le terme « poétique » n'est pas ici un adjectif qu'il suffirait d'accoler à « texte » ou « œuvre » pour que nous nous retrouvions en terrain connu. Le « poétique » recouvre en fait tout ce qui pourrait être lié à la création humaine dans un monde délivré du carcan de la marchandise. C'est une ouverture sur l'inconnu, sur ce qui n'existe pas concrètement, mais que nous sentons enfoui en nous et qui nie ce qui nous nie : « La haute nécessité est de tenter tout de suite⁹ de jeter les bases d'une société non économique, où l'idée de développement à croissance continue serait écartée au profit de celle d'épanouissement. » L'aspect particulièrement intéressant de ce manifeste est qu'il cherche, derrière l'irruption d'une colère se traduisant par des revendications destinées à rendre plus supportable la vie quotidienne, la possibilité d'un vrai dépassement. Ces revendications multiples ne sont que les symptômes visibles d'un mal beaucoup plus profond dont il s'agit d'extirper les racines. Ne se contentant

⁷ J.M.G. Le Clézio, *Ritournelles de la faim*, Paris, Gallimard, 2008, p.74-75.

⁸ Manifeste rédigé par Ernest Breleur, Patrick Chamoiseau, Serge Domi, Gérard Delver, Édouard Glissant, Guillaume Pigéard de Gurbert, Olivier Portecop, Olivier Pulvar, Jean-Claude William.

⁹ Souligné par nous.

pas de dénoncer ce qui est, les auteurs du manifeste dévoilent la présence d'un monde autre, se distinguant en cela du nihilisme de tous ceux qui n'osent plus envisager l'éventualité de la « révolution » qu'avec un bon sourire nostalgique ou avec une moue de dégoût, comme si tout ne restait pas à imaginer et à construire. Peu après, comme pour faire écho aux auteurs du *Manifeste pour les « produits » de haute nécessité*, l'écrivain brésilien Milton Hatoum se projette au-delà de la simple dénonciation, dans une interview traduite dans la presse française. Les militants de tout poil n'y verront sans doute que douce rêverie, tant ils sont accrochés au pseudo-réel qui gigote comme une ombre sur les murs de leur caverne :



« Je verrais bien un système où, au lieu de verser des salaires, on redistribuerait les profits aux travailleurs. Un monde sans patrons, sans leader - car les leaders tendent à l'autoritarisme - et sans pouvoir, car le pouvoir détruit l'humanité. Un monde qui serait géré par les gens eux-mêmes, sans la tutelle de l'État, car un État centralisateur peut être fasciste.

J'abolirais la voiture, les banques (des usuriers) et l'industrie de l'armement, qui est la garante du capitalisme. Je veux une civilisation libertaire, un monde d'artistes et de désir, car le système actuel a mutilé le désir, la créativité, l'élan que chacun a en soi. Ce serait une société où la solidarité serait au-dessus de l'ambition et où l'autre ne serait pas une menace. »¹⁰

Ces prises de position, encore peu nombreuses, sont importantes dans la mesure où elles font sortir le débat du cercle

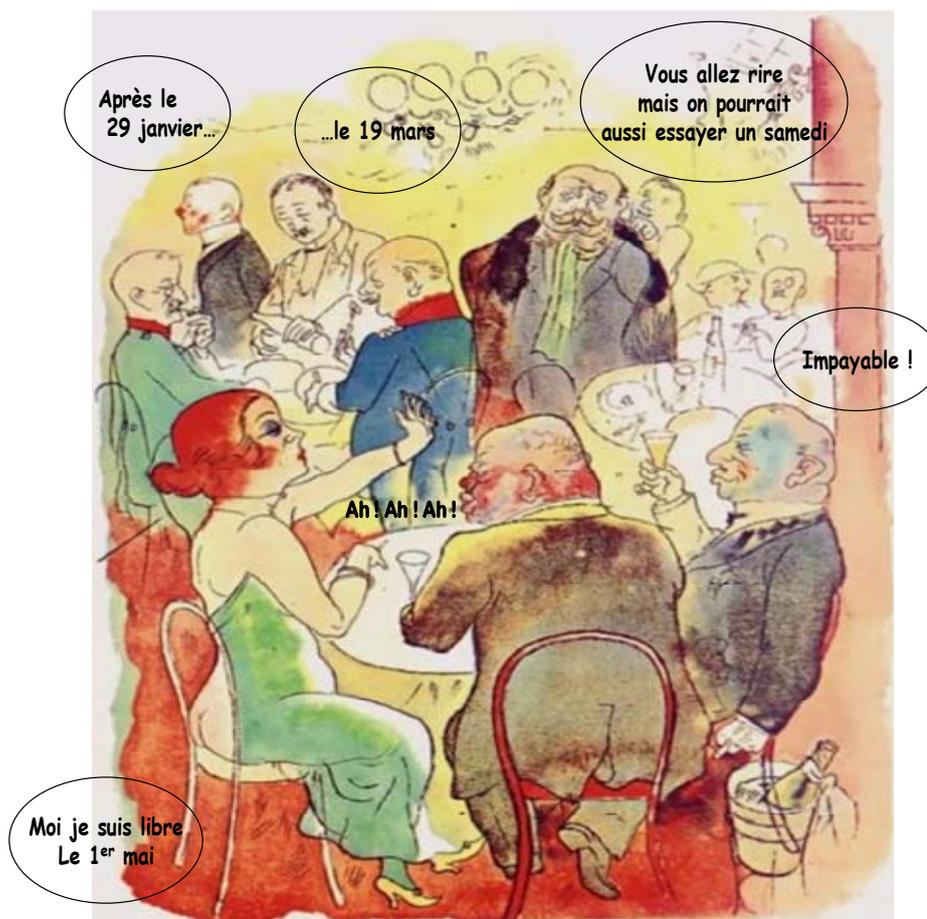
¹⁰ *Libération*, 02 avril 2009.

militant tout en l'orientant vers l'essentiel : où la passivité actuelle nous entraîne-t-elle ? Que pouvons-nous espérer ? En effet, nous voyons bien que la colère qui éclate ici ou là ne parvient pas, pour l'instant, à se manifester autrement que par des attitudes défensives. Il semble beaucoup plus facile pour des écrivains et des poètes de faire le trajet du « poétique » au politique que pour des militants de faire le trajet inverse. Il ne s'agit pas de mettre le poétique au service du politique, renforçant ainsi la séparation entre une vie « rêvée » et une conception purement pragmatique de la politique, mais de faire de l'activité politique collective l'expression du désir poétique d'une existence autre. Cette aspiration, présente en

chacun, est tout autant écrasée par les routines syndicales et partisans que par la logique mortifère du capital dans lequel elles s'intègrent. Elle ne parvient que rarement à s'exprimer quand il le faudrait, lors des mouvements qui naissent et meurent chaque année, au gré de revendications dont la répétition parfois quasi hypnotique cache les dégâts causés dans les esprits par l'agression permanente de la domination.

C'est donc un rôle de « passeurs » que peuvent jouer ces écrivains capables de dévoiler, derrière le réformisme des revendications, la présence du négatif dont les bourgeois n'ont encore jamais donné leurs plus belles fleurs. ■

L'intersyndicale au secours de la valeur travail



Si vous voulez nous contacter ou recevoir les bulletins précédents

Nouvelle adresse : georges.ouden@gmail.com